

Communiqué de l'Assemblée Générale des correcteurs et correctrices du bac en grève dans l'Académie de Montpellier

Vendredi 5 juillet

Notre mobilisation est historique ; jamais les personnels n'ont été constraint-e-s d'utiliser aussi massivement cet ultime moyen d'action : la grève pendant les examens du Brevet et du Bac. Nous avons décalé la remise de nos copies et Blanquer a paniqué et de nouveau menti : menaces de 15 jours de retrait de salaire sans fondement juridique, mais surtout attribution de notes provisoires en dehors de tout cadre légal permettant l'égalité de traitement entre les candidat-e-s. Hier, la situation dans les centres d'examen était chaotique par le manque de prises de responsabilité de notre ministre.

Des notes arbitraires ont été attribuées en toute illégalité. Il y a rupture d'égalité dans le traitement des élèves puisque certains ont les notes de leurs copies de bac tandis que d'autres ont des notes inventées (moyenne de l'année, note identique pour tou-te-s les candidat-e-s d'un même jury, etc). L'anonymat de certain-e-s candidat-e-s a même été levé. Dans ces conditions, chaque candidat-e peut légitimement s'interroger sur la manière dont il ou elle a été évalué-e. Nous conseillons à l'ensemble des candidat-e-s de demander à consulter leurs copies. Elles et ils sont également fondé-e-s à intenter un recours en justice s'ils le souhaitent.

Nous déplorons cette inégalité de traitement des candidats. C'est précisément ce que la réforme du baccalauréat va généraliser : de nombreuses notes seront délivrées lors d'épreuves locales et la notation des élèves variera donc d'un établissement à l'autre. Nous continuons d'exiger un baccalauréat ayant la même valeur quel que soit l'établissement d'inscription.

Notre décision de faire grève pendant les examens est à la mesure de la dangerosité de la situation avec un ministre aussi radicalisé et autoritaire, spécialiste de communication mensongère. Son mépris est insupportable et son projet pour l'école de « la mise en concurrence » est incompatible avec un vrai service public d'éducation. Les mensonges de Macron et de Blanquer deviennent grossiers. Ainsi 400 écoles ferment malgré la promesse contraire.

Durant cette année, nous avons été nombreux et nombreuses à avoir relevé la tête et combattu la résignation avec les moyens dont nous disposons : grève lycéenne réprimée, journées écoles et collèges morts organisées par les parents d'élèves, grèves et actions (information, occupation, pétitions,...) des personnels. **L'ensemble de ces actions, de même que les positions prises par les jurys d'examen hier, ont montré l'opposition de l'immense majorité des enseignant-e-s aux réformes Blanquer.** Cette grève des examens ne marque pas la fin du mouvement mais le début de la mobilisation de la rentrée où nous disposons de nos outils de lutte : réseaux, caisse de grève, liste de diffusion....

Aujourd'hui, alors que le ministre fanfaronne et ment, nous savons que nous avons gagné : pas encore contre son projet de l'école de la confiance, mais parce que nous avons retrouvé la confiance entre nous et contre lui. Nous avons écorné son image et mis à jour la réalité de l'école de la méfiance. Nous avons décidé de rendre les copies lundi.

Lundi 8 juillet :

11H : Rassemblement et conférence de presse devant le Rectorat de Montpellier (rue de l'Université), à l'occasion de la remise des copies du baccalauréat

Nous invitons l'ensemble des personnels de l'éducation nationale, des parents d'élèves, des élèves, et des personnes solidaires de notre lutte à se joindre à ce rassemblement en soutien à notre lutte pour défendre le service public d'éducation.

13h30 : Assemblée générale des personnels mobilisés de l'éducation nationale, au kiosque Bosc (esplanade Charles de Gaulle).

Tout-e-s les collègues solidaires de cette lutte, grévistes ou non, sont invité-e-s à venir débattre des suites de la mobilisation, et notamment de l'éventualité d'une grève le mardi 9 juillet pendant les oraux de rattrapage du baccalauréat.